



La présence des religions dans la crise yougoslave

*Mémoire de géopolitique
du commissaire principal de la marine Ivan SUZANNE
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »*

*sous la direction
de monsieur l'ambassadeur Georges-Marie CHENU*

Avril 2001

Fiche de présentation

1. Titre : « La présence des religions dans la crise yougoslave »
2. Commissaire principal de la marine SUZANNE Ivan (Marine – France)
3. Mars 2001
4. CID – Division B
5. Thème général : « Géopolitique dans les Balkans »
6. Synthèse du document

L'analyse géopolitique, si elle se veut globale, doit prendre en compte le fait religieux. Il participe en effet, comme fondement ou comme justification, à la construction et à la vie des sentiments nationaux ou identitaires.

L'exemple des conflits en ex-Yougoslavie depuis les années 1990 est à cet égard révélateur. Après avoir abordé la typologie des religions en présence pour mettre en évidence les éléments qui concernent l'analyse géopolitique, ce panorama montre, à travers quelques points, l'imbrication des thèmes religieux et politiques en toile de fond de ces conflits.
7. Mots clés :
Religions – Culture - Orthodoxie – Catholicisme – Islam – Yougoslavie – Serbie – Bosnie – Croatie

LA PRESENCE DES RELIGIONS DANS LA CRISE YOUGOSLAVE

SOMMAIRE

Première partie :

Typologie des religions en présence

L'Orthodoxie

L'Islam

Le Catholicisme

Deuxième partie

L'implication des religions dans le conflit

La Serbie et l'Orthodoxie

La présence du Catholicisme

L'Islam

INTRODUCTION

Parmi les conflits qui agitent le monde il n'est pas rare de constater la présence d'antinomies d'ordre religieux entre les parties. Cette observation vaut dans toutes les régions du globe et pour toutes les religions. La réflexion géopolitique s'applique quelquefois avec difficultés à ces phénomènes qui posent de nombreuses questions, mêlant convictions personnelles et modes de comportement politiques et sociaux. Est-il naturel que les religions interviennent ainsi dans la sphère géopolitique ou bien est-ce contradictoire avec leurs messages, qui ne devraient viser qu'un idéal spirituel ? Sont-elles les facteurs essentiels des événements et évolutions analysés ou seulement des épiphénomènes ? Sont-elles à l'origine de tel ou tel conflit ou bien ont-elles été appelées en renfort d'une justification politique ? Quoiqu'il en soit, que la géopolitique utilise les religions ou que celles-ci déploient des prolongements dans la vie des nations, le phénomène ne peut être ignoré et doit entrer dans une analyse géopolitique si elle se veut complète.

Le cas des conflits liés à l'éclatement de la Yougoslavie est à cet égard intéressant. Il permet en effet d'observer, aux portes de l'Europe occidentale, trois des grandes religions, le Catholicisme, l'Orthodoxie et l'Islam, concentrées sur un territoire de faibles dimensions. En outre il met en jeu des imbrications multi séculaires entre les sphères politiques et religieuses. Dans cette région, où les références historiques et la mémoire culturelle collective sont particulièrement présentes dans les comportements géopolitiques, l'étude de l'influence des religions dans le conflit mérite ainsi d'être envisagée.

Tel est l'objet de ce travail où, après avoir abordé la typologie des religions en présence pour mettre en évidence les éléments qui concernent l'analyse géopolitique, nous mettrons l'accent sur quelques-unes des implications de chacune de ces religions dans les conflits qui ont marqués l'ex-Yougoslavie ces dernières années.

PREAMBULE

RELIGIONS ET DEFINITION DES IDENTITES NATIONALES DANS LA REGION

Avant d'envisager une étude de l'influence propre des religions dans les conflits en ex-Yougoslavie, il est impératif de préciser le cadre historique qui a vu chacune des confessions participer de manière déterminante à la définition des identités nationales. Ce sont en effet les schémas ainsi établis qui ont pu être réactivés lors des conflits.

L'ex-Yougoslavie comptait environ quarante-cinq pour cent d'orthodoxes (Serbes, Monténégrins, Macédoniens), trente pour cent de catholiques (Croates, Slovènes) et vingt pour cent de musulmans (Albanais du Kosovo, Bosniaques).

Dans cette mosaïque les Albanais, les Slovènes et les Macédoniens représentent chacun une communauté linguistique à part entière. En revanche les trois autres peuples, Serbes, Croates et Bosniaques, parlent la même langue, fût-ce avec quelques nuances, et sont parfois mêlés dans les mêmes lieux géographiques.

Ainsi, ces différents peuples ne peuvent-ils se distinguer objectivement que par le critère de leur appartenance confessionnelle. Cette distinction par le critère religieux a sa source dans l'histoire même de cette région. Dans l'Empire ottoman les sujets non musulmans (les dhimis) étaient organisés en communautés confessionnelles non territoriales appelées millets. Chacune de ces nations jouissait à la fois d'une situation de second rang (impôts, droits civiques...) et d'une certaine autonomie dans la gestion de ses affaires intérieures sous l'autorité d'un chef religieux. Ainsi, par exemple, être Serbe signifiait appartenir au millet serbe et reconnaître l'autorité du Patriarche serbe de Pec. C'est ainsi que s'est développée la nation serbe avec une forte conscience de son unité autour de l'Orthodoxie.

De la même manière, les autres confessions ont également été amenées à se différencier. Les catholiques s'étaient toujours identifiés comme « Croates » dans les royaumes de « Croatie-Slavonie » soumis à l'Autriche. Au XIX^{ème} siècle cette identification gagne définitivement ceux de Dalmatie et de Bosnie. De leur côté les Slaves musulmans, qui se définissaient comme « Turcs » développent leur particularité : ni Serbes ni Croates.

Cependant, c'est seulement en 1968 que le régime de Tito les regroupe en peuple sous le nom de Musulmans, terme qui, avec un "m" majuscule désigne une communauté « ethnique ». Le terme de « Bosniaque », qui recouvrent une réalité historique tangible, aurait d'ailleurs été mieux approprié.

Ainsi on peut dire que, si chacun des peuples yougoslaves s'est constitué sur la base d'un attachement à l'une ou l'autre des confessions, l'évolution progressive au fil des siècles fait apparaître aujourd'hui des nations qui s'opposent en tant que telles. C'est pourquoi le fait religieux a sa place dans ces oppositions, par référence historique ou lorsqu'il est appelé en renfort d'une visée plus politique.

PREMIERE PARTIE

TYOLOGIE DES RELIGIONS EN PRESENCE

Chapitre 1

L'Orthodoxie

Les origines de l'Orthodoxie.

L'Orthodoxie naît, on le sait, de la séparation entre les Eglises chrétiennes d'Orient et d'Occident. au début du XI^e siècle.

Le schisme de 1054 n'apparaît pas comme un événement brutal et imprévisible marquant les relations entre l'Orient et l'Occident. Ce fut plutôt un épisode, certes grave et lourd de conséquence, d'une série de dissensions anciennes. Ces différents étaient d'ordre culturel et politique d'une part, d'ordre dogmatique et liturgique d'autre part. Les Grecs de Constantinople s'estimaient supérieurs aux Latins de Rome parce qu'ils avaient réussi à maintenir l'Empire romain en Orient face aux invasions barbares. Quant ensuite, à partir des invasions arabes du septième siècle, les Patriarches d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem tombèrent sous la domination musulmane, le patriarcat de Constantinople se considéra comme le dernier rempart contre l'Islam et comme l'ultime refuge de la Foi en

Orient. La dissension s'aggrava encore lorsque l'Empire fût rétabli en Occident, avec le sacre de Charlemagne par le Pape Léon III en l'an 800 dans une totale indépendance de l'Empereur de Constantinople, permettant aux Papes de ne plus se placer sous la protection de l'Empire byzantin.

Plus profondément, les « Romains » reprochaient aux « Grecs » leur soumission à l'Empereur de Constantinople dans les questions religieuses – ce que l'on a appelé le césaropapisme – faisant observer que toutes les grandes querelles qui marquèrent l'Eglise à cette époque, furent soutenues ou inventées par les empereurs. Ces différents, de nature culturelle et politique, alimentèrent les différents doctrinaux. Tout n'a pas commencé en 1054, ni même avec la querelle du filioque. Dès la fin du V^e siècle les dissensions couvent entre Rome et Constantinople.

Sur fond de conflit d'influence, le différend est donc bien ancré. Sur le plan de la vie de l'Eglise la pierre d'achoppement est l'affirmation de la primauté du Pape, évêque de Rome, successeur de Saint Pierre, sur l'ensemble de l'Eglise. Sur un plan théologique c'est la querelle du « filioque » qui en marquera le point d'orgue et donnera lieu à la rupture officielle en 1054. Un aperçu rapide de cette dispute théologique permettra de fixer les idées.

Dans la tradition orientale le Saint Esprit, troisième personne de la Sainte Trinité, existe, procède, du Père par le Fils ; il vient en quelque sorte en troisième position. Dans la tradition de l'Occident, reprenant l'enseignement de Saint Augustin, le Saint Esprit est égal au Père et au Fils ; il procède du Père et du fils : filioque. Existant depuis longtemps cette nuance, qui est en fait un approfondissement de la doctrine de la Sainte Trinité, n'avait jusqu'alors pas créé de discorde. Au concile de Rome de 810 le Pape Léon III reprend la définition filioque mais n'en prescrit pas l'usage absolu. Il préfère éviter toute querelle à ce sujet, la question étant devenue symbolique de la concurrence entre l'empire francs de Charlemagne et l'empire d'Orient. Ce n'est que lorsque la rupture est déjà largement établie avec Constantinople que le Pape Benoît VIII prescrit l'usage de la formule dans le Credo. A partir de 1053 en effet la question allait à nouveau figurer parmi les nombreux griefs adressés par les Grecs aux Latins. Le Patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire fit fermer les églises latines et imposa le rite grec. Après de nombreuses tentatives de discussion entre le Patriarche et les envoyés de Rome les trois légats pontificaux déposèrent le 16 juillet 1054 sur l'autel de la basilique Sainte Sophie de Constantinople (transformée ensuite en mosquée par les ottomans) une bulle d'excommunication à

l'encontre de Michel Cérulaire. Quatre jours plus tard ce dernier répliquait en excommuniant le Pape. La rupture était définitive .

Il est intéressant de noter le mélange de considérations religieuses et politiques dès les prémices de la scission qui donnera lieu à la naissance de l'Orthodoxie. Les différentes Eglises orthodoxes, souvent par la force des évènements, ont dû se resserrer sur elles-mêmes et puiser fortement dans leurs racines historiques et religieuses. Ce rappel peut donc éclairer sur les éléments constitutifs qui, encore aujourd'hui, peuvent influencer sur leur comportement. L'histoire de l'Eglise retient : « les querelles byzantines ont une histoire si ténébreuse qu'il est difficile de départager exactement les influences politiques et les déviations religieuses dont elles dépendent ».¹

Les rapports entre l'Eglise orthodoxe et la nation.

Les Eglises orthodoxes d'aujourd'hui sont les héritières de ce passé. Il leur est parfois difficile d'éviter la confusion entre les intérêts nationaux et la visée purement religieuse. Dans le monde orthodoxe, l'interférence du religieux et du géopolitique fonctionne, selon François Thual ², d'une façon spécifique. Il existe en effet une fusion entre le fait national et le fait religieux. Le poids de la religion a influencé de manière significative la formation du sentiment national et continue d'être un élément majeur de la vie des nations. En fait, dans ce monde orthodoxe, religion et politique ne cessent de se rendre mutuellement service.

Les différentes Eglises orthodoxes sont autocéphales, c'est-à-dire ne dépendant que d'elles-mêmes. A ce titre l'Eglise orthodoxe, prise dans son ensemble, ne dispose pas, à la différence du Catholicisme, d'une autorité spirituelle supérieure et indépendante, qui puissent tempérer l'intervention des Eglises locales dans tel ou tel conflit. Les tentatives de telle ou telle Eglise d'assurer une position de primus inter pares se sont d'ailleurs généralement soldées par des conflits inter-orthodoxes. Par ailleurs cette situation attache les différentes Eglises orthodoxes à l'existence d'un territoire ou d'une communauté particulière. Il en résulte pour elles l'obligation vitale de la survie et de la vivacité des

¹ Dom Charles Poulet, Histoire de l'Eglise, Tome I, Beauchesne 1959, p. 176

² François Thual, Géopolitique de l'Orthodoxie, Dunod 1993

structures politiques et sociales de ces nations qui les abritent. Malgré une opposition philosophique qui aurait pu être déterminante, on remarque ainsi la collaboration, souvent surprenante, qui s'est instaurée entre l'Eglise orthodoxe de Russie et le pouvoir soviétique.

A cet apport de l'Etat à la religion répond l'apport de la religion à l'Etat. Au cours de l'histoire, et cela se vérifie encore dans les conflits actuels comme dans l'ex-Yougoslavie, la religion orthodoxe a contribué à la formation du sentiment collectif national. Elle a donné aux nations la conscience d'un rôle quasi sacré à remplir. Il s'agit par exemple de la certitude de constituer la représentation légitime de l'empire de Constantinople face à l'Empire d'Occident et à l'hégémonie romaine. Pour antique qu'elle paraisse, cette représentation n'est sans doute pas sans influencer encore de nos jours sur la mentalité du camp orthodoxe face au monde occidental. Il s'agit aussi de la certitude d'être le dernier rempart de l'Occident contre la progression de l'Islam et l'on retrouve bien ici l'un des facteurs utilisés pour ranimer le nationalisme serbe.

Enfin on a souvent constaté dans l'histoire la création d'une nouvelle Eglise autocéphale, dès qu'une nation orthodoxe prenait d'une manière ou d'une autre son autonomie, ou voulait l'affirmer.

Ainsi les Eglises orthodoxes, qui ont besoin des structures mentales et physiques de la nation, concourent elles-mêmes à leur formation par leur œuvre d'alimentation et de cristallisation des concepts.

Chapitre 2

L'Islam

Eléments fondamentaux

L'Islam n'a pas d'unité hiérarchique ni d'unité de l'enseignement. En revanche, le Coran, accepté à la lettre par l'ensemble des musulmans, leur donne une unité de doctrine, malgré les différentes obédiences (sunnite, chiite, ...).

Cette doctrine fondamentale et, pour l'essentiel, unitaire repose sur différents points : l'unicité de Dieu, appelé Allah, la mission divine de Mahomet, envoyé d'Allah, le message de Mahomet est contenu tout entier dans le Coran ; il est complété par la loi, c'est à dire les enseignements tirés de la propre conduite de Mahomet telle qu'elle est décrite dans la Tradition ou Sunna et dans les explications de Mahomet ou Hadith. C'est de ces enseignements complémentaires que les musulmans tirent leurs règles de vie et le support de leur réflexion religieuse.

Il en découle que le droit musulman est la simple transposition juridique de la loi religieuse. Il n'y a en effet aucune distinction dans l'Islam entre les sphères théologiques, juridiques et politiques.

Un accord à peu près général existe entre tous les musulmans sur ces points de la doctrine et de la loi et en particulier sur deux aspects qui en découlent et qui fondent l'unité de comportement : le culte et la vie sociale.

Le culte est basé sur cinq obligations individuelles, la croyance, la prière, l'aumône, le ramadan, le pèlerinage et une obligation collective, le djihad, sur lequel il nous faudra revenir.

Dans le domaine de la vie sociale l'Islam défend l'idée d'un statut des personnes différencié pour les musulmans et les non musulmans. Les non musulmans, ou dhimi, étant tributaires des musulmans et soumis à une discrimination. Les dhimis n'ont ainsi aucun droit politique ni social mais leur existence individuelle n'est pas menacée. Ce type de statut est atténué dans les régimes laïcisants mais perdure dans les états musulmans où l'administration, par exemple, est interdite aux non-musulmans.

Cette présentation d'un Islam unitaire ne doit pas masquer les différentes obédiences qui peuvent exister en son sein. C'est le cas en particulier de la distinction, la plus connue, entre Sunnites et Chiites. L'origine de cette distinction provient du refus par les premiers chiites de reconnaître l'autorité des califes se présentant comme les héritiers de Mahomet et leur préférant celle d'Ali, le gendre du prophète. L'habillage philosophico-religieux a complété ensuite cette dissension politique qui perdure de nos jours. Dans le concert international, l'Arabie Saoudite peut être défini comme le chef de file du mouvement sunnite tandis que l'Iran le serait pour le chiisme.

Géopolitique de l' Islam

Pour aborder cette question quelques points méritent d'être signalés.

Unité ?

Il existe bien une unité de doctrine de l' Islam, basée sur les points rappelés ci dessus. Cette unité de doctrine peut induire une certaine unité de comportement de par le monde. Elle inspire les mouvements islamistes mais aussi des pays tel que l' Arabie Saoudite, qui se réclame d' une ligne dure de l' Islam et exerce un rôle majeur au sein du sunnisme. L' islamisme dispose d' ailleurs d' un fort réseau institutionnel qui se ramifie jusque dans des organisations telles que la Ligue islamique mondiale, la banque islamique de développement ou l' organisation de la conférence islamique.

En outre cette unité peut, quand elle est considérée à l' extérieur du monde musulman, être un facteur à prendre en compte dans le règlement de tel ou tel phénomène des relations internationales ; le soutien ou la condamnation à l' endroit d' une composante du monde musulman dépend souvent d' une estimation de ses conséquences globales. Ainsi des commentateurs ont pu déceler dans le soutien des Etats-Unis à la Bosnie une manière de s' accommoder les faveurs des pays de l' Islam.

Néanmoins l' unité des fondements, et ses conséquences, ne doivent pas cacher l' existence de grandes lignes de partage à l' intérieur de l' Islam. Cette dimension plurielle est très significative dans l' analyse géopolitique. Il convient de savoir distinguer la vision géopolitique de l' Islam sunnite et de l' Islam chiite, de l' Islam des pays arabes, de celui de la Turquie ou de celui des Balkans. Cette diversité engendre parfois des implications différentes dans les conflits, elle influence naturellement le jeu des alliances, elle est elle-même l' origine de certains conflits. S' agissant des musulmans de l' ex-Yougoslavie, on a pu constater l' étonnement, voire la méfiance, que leur témoignèrent leurs coreligionnaires. Encore faut-il cependant remarquer que cette diversité n' est pas reconnue par les Sunnites, tendance majoritaire, pour lesquels il n' existe qu' un seul Islam.

La tradition du compromis

La tradition du compromis à trouver entre musulmans et non musulmans vivant dans un même territoire est une constante de l'enseignement de l'Islam³. Susceptible d'influer sur la vie sociale des communautés considérées, elle mérite d'être abordée ici.

Cet enseignement s'adresse d'abord au musulman vainqueur. "Si les incroyables inclinent à la paix, incline vers celle-ci" (s.8/v.5) "Quand vous rencontrez des effaceurs, frappez les à la nuque pour les abattre. Garrottez-les, puis, la guerre ayant déposé son fardeau, choisissez pour eux la libération ou une rançon." Dans ce cas la pratique du compromis consistera à l'application au vaincu du statut de dhimi, déjà évoqué plus haut, qui prévoit l'existence d'une population soumise et avec peu de droits mais non sans une certaine protection.

Le compromis est également applicable, de façon très pragmatique, au musulman qui se trouve en situation de faiblesse. « Que les croyants ne prennent pas les infidèles comme protecteurs (...) à moins que vous ne craigniez d'eux quelques faits redoutables » (s.3/v.27).

L'Islam permet donc à ses fidèles de composer lorsqu'ils sont en situation de faiblesse, par souci d'éviter l'anéantissement et pour mieux agir ensuite. Cette façon de voir ne présente pas, en soi, une grande originalité ; elle s'inspire de principes stratégiques ou tactiques communs. Toutefois, dans le cadre précis de la culture musulmane, il existe une fusion entre l'enseignement religieux et les principes du comportement notamment politique et social. Cette notion du compromis ne reste donc pas seulement du domaine du calcul stratégique mais devient une obligation religieuse. A ce titre cet aperçu paraît intéressant. Il éclaire en effet sur un aspect particulier des rapports sociaux et internationaux lorsque des communautés musulmanes sont impliquées.

Le Djihad

Le djihad, que l'on peut traduire par effort, constitue quasiment le sixième pilier de la pratique de l'Islam (cf. § 1.2.1 ci-dessus). Une approche succincte de ce principe est délicate, parce qu'il est idéologiquement marqué et controversé. Le djihad est pour partie un précepte spirituel. Il s'agit pour le musulman de faire effort contre lui-même pour

³ Voir notamment Louis-Jean Duclos, "Paix de compromis et tradition musulmane" Revue "Défense nationale" n° 8/9 année 2000.

combattre ce qui l' « éloigne des chemins d'Allah. » Il s'agit donc sur ce point d'une obligation individuelle qui touche à la recherche de la progression personnelle et n'est donc pas un élément de l'analyse géopolitique de l'Islam.

Certains commentateurs se limitent à ce seul aspect individuel, ce qui paraît trop limitatif si l'on considère l'histoire de l'expansion géographique de l'Islam et les différents discours. Le Coran lui-même est assez explicite sur l'obligation faite au musulman de participer à l'expansion de sa religion en terre infidèle. « Ô vous qui croyez, attaquez ceux des infidèles qui vivent dans votre voisinage immédiat. Qu'ils éprouvent votre rudesse » (sourate IX, verset 123)

Que l'on remonte ainsi à la source du coran ou que l'on observe les discours qui s'en réclament, avec excès parfois mais non sans base, il est donc permis de retenir le djihad comme un élément majeur de la géopolitique de l'Islam, élément susceptible d'animer les intentions politiques et le zèle des combattants.

Chapitre 3

Le Catholicisme

Eléments géopolitiques

La Nation

La religion catholique ne donne pas de définition d'un régime politique idéal et universel mais un principe selon lequel, de la forme donnée à la société dépend le respect du bien commun, c'est à dire le fonctionnement harmonieux de la société, qui permet l'épanouissement de chacun, dans sa dimension humaine et spirituelle.

A ce titre le Catholicisme rappelle le droit des individus à bénéficier d'un pays, avec ses structures, dans lequel leur personnalité puisse s'épanouir. Il en découle un droit et même un devoir, par charité vis à vis de ses concitoyens, à assurer la pérennité de son pays et le cas échéant à le défendre dans le cadre de la guerre juste.

La guerre juste

Cette conception, est à la base de la doctrine catholique relative à la guerre et même, à plusieurs égards de l'élaboration du jus ad bellum par la philosophie du droit, au moins en Occident. Largement redevable à Saint Thomas d'Aquin, cette doctrine est reprise dans l'enseignement contemporain de l'Eglise. « Aussi longtemps cependant que le risque de guerre subsistera (...) on ne saurait dénier aux gouvernements, une fois épuisées toutes les possibilités de règlements pacifiques, le droit de légitime défense »⁴. Cette légitimité de principe est cependant encadrée de manière précise. L'usage de la force militaire doit répondre à un dommage grave, durable et certain contre la Nation ou la communauté des nations ; tous les autres moyens de parvenir à un règlement doivent avoir été tentés ; des conditions sérieuses de succès doivent être réunies ; enfin il ne doit pas résulter de la guerre un dommage plus grand que le mal qu'on veut éliminer.

Cette doctrine justifie donc certaines guerres et indique, par hypothèse, que la nation représente un intérêt supérieur, susceptible, sous réserve, d'être ainsi défendu. Elle ne peut en revanche garantir l'absence d'abus, « l'appréciation de ces conditions de légitimité morale [appartenant] au jugement prudentiel de ceux qui ont la charge du bien commun »⁵.

L'action diplomatique du Vatican

L'Etat du Vatican

Le Vatican est aujourd'hui un petit Etat souverain s'étendant sur quarante quatre hectares au cœur de Rome.

Si l'on excepte quelques périodes troublées, le Pape a toujours résidé à Rome depuis que Saint Pierre s'y installa et y fut martyrisé en 64. Les Etats de l'Eglise ont longtemps été constitués d'une bonne partie de l'Italie centrale. Il fallut attendre l'unité italienne pour que le nouvel Etat italien les lui arrachât progressivement de 1859 à 1870 et occupât Rome pour en faire sa capitale. Un traité de 1871 régit tout d'abord les rapports entre l'Italie et le Vatican puis en 1929, avec les accords du Latran, un concordat fût signé entre le Pape Pie XI et Mussolini. Le Pape se voyait reconnaître certains droits, et en particulier la

⁴ Catéchisme de l'Eglise catholique - Edition française : Mame-Plon - 1992 ; repère 2307

⁵ Idem ; repère 1309

souveraineté sur le Vatican. Ces accords furent confirmés entre le Vatican et la République italienne en 1947 puis en 1984.

Ainsi, après les attaques qui avaient émaillé la période de l'unification italienne, la question de la souveraineté temporelle du Pape sur le Vatican était-elle réglée. Cette souveraineté est reconnue aujourd'hui comme un attribut inhérent à la nature du Saint Siègre, expression étatique et diplomatique du Vatican, en conformité avec la tradition et les exigences de sa mission dans le monde. Il ne s'agit pas seulement d'une souveraineté spirituelle mais aussi territoriale. L'Etat du Vatican, neutre et inviolable, voit le jour. Il englobe la cité vaticane, la place Saint Pierre, quelques immeubles dans Rome et la résidence de Castel Gandolfo. La question de la qualification étatique ne se pose plus aujourd'hui et a été fort bien définie par Pie XII dans une allocution prononcée en 1949 : « son territoire, sur lequel vous êtes réunis, qu'est-il sinon un point imperceptible sur le globe et les cartes du monde ? Dans l'ordre spirituel c'est toutefois un symbole d'une haute valeur et d'extension universelle car il est la garantie de l'indépendance du Saint Siègre pour l'accomplissement de sa mission dans le monde. »

Le Saint Siègre sur la scène internationale

La tradition diplomatique du Saint Siègre est ancienne. Ce fut, avec la République de Venise, au XV^e siècle, le premier Etat à entretenir des ambassades permanentes. Paradoxalement ces relations diplomatiques, qui avaient pris leur essor dans le cadre d'une puissance temporelle importante, se sont poursuivies entre 1870, année de la perte des Etats pontificaux, et 1929, année de la signature des accords de Latran créant l'Etat du Vatican. Malgré l'absence gênante d'autorité et de base territoriale, le Saint Siègre continua pendant cette période d'exercer son droit de légation, de signer des concordats, de participer à des conférences internationales ou d'exercer des médiations.

Pendant la Grande Guerre, Benoît XV, en particulier dans son Appel à la paix en date du 1^{er} août 1917, milite pour une issue diplomatique à ce conflit meurtrier et introduit l'idée d'une organisation de la communauté internationale. Jugées défavorablement par les milieux anti-cléricaux, ces propositions ne reçurent pas d'applications positives. Il poursuivit néanmoins ses interventions et critiquera les termes du Traité de Versailles dans lequel il voyait, comme d'autres, des germes d'esprit de revanche de la part de

l'Allemagne. Là encore, satisfaits du nouvel ordre qu'ils avaient établis et heureux du démantèlement de l'Empire austro-hongrois, « dernière monarchie papiste » selon le mot de Clemenceau, les vainqueurs ne l'entendirent pas.

Le pontificat de Pie XI, successeur de Benoît XV, est marqué tout d'abord par la signature des accords du Latran avec l'Italie. Devant la situation troublée en Allemagne le Pape tenta tout d'abord de maintenir des liens suffisants avec Berlin, ce qui, en particulier, expliqua en partie quelques interventions ambiguës sur la scène politique française. Puis, face à l'ascension du nazisme, le Pape condamna fermement cette idéologie par l'encyclique « *Mit brennender Sorge* » publiée en 1937 directement en allemand, fait rarissime dans les usages romains, et probablement rédigée par le futur Pie XII, Monseigneur Pacelli, qui fut nonce à Munich de 1917 à 1929 avant d'être secrétaire d'Etat de Pie XI.

La même année 1937 Pie XI condamnait également, par l'encyclique « *Divini Redemptori* », le communisme, qualifié d'intrinsèquement pervers et incarné par l'Union Soviétique.

Pie XII est élu Pape le 12 mars 1939, à la veille du second conflit mondial et quelques mois après la conférence de Munich et les hésitations paralysantes des alliés. Dans les mois qui précédèrent le conflit il conduisit de nombreuses initiatives en faveur de la paix puis, n'ayant pu empêcher la guerre et voyant les réactions brutales que pouvaient générer à présent ses interventions, il s'impose un strict devoir de réserve de peur de voir empirer le sort des populations catholiques soumises au joug nazi. Toutefois, en parallèle de cette prudence affichée, il utilise ses réseaux dans les domaines diplomatiques et du renseignement et mis en œuvre, dans Rome et d'autres grandes villes, des moyens de recueil de personnes persécutées, en particuliers juives. Son action fut à cet égard saluée dès la fin du conflit par des personnalités juives de haut niveau, avant qu'une campagne hostile ne soit lancée une quinzaine d'années plus tard.

Après la seconde guerre mondiale, le souci majeur de Pie XII est de favoriser la réconciliation en Europe. Il encourage la fondation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), souhaite qu'elle soit dotée des moyens de sanctionner les violations du droit international, en restant toutefois lucide : « aucun esprit clairvoyant et judicieux ne sera porté à surestimer les possibilités immédiates et concrètes de cette tribune mondiale ». En 1954 le Saint Siège devient observateur permanent de l'ONU. Lors de la construction du

mur de Berlin, le Vatican ne maintient qu'un seul archevêque pour cette ville, signifiant ainsi son refus de la séparation.

S'agissant en particulier de l'action du Vatican en Europe de l'Est durant la deuxième moitié du vingtième siècle, elle fut marquée par l'opposition au communisme, défini par le Pape Pie XI comme « intrinsèquement pervers »⁶. Toutefois, en même temps qu'elle conserve cette condamnation et œuvre pour la liberté du culte dans les pays de l'Est, l'Eglise catholique en particulier sous les pontificats de Jean XXIII et Paul VI, tente de maintenir une certaine neutralité vis à vis de l'Union soviétique. C'est l'époque de l'ostpolitik, dont elle espère des effets modérateurs en faveur des catholiques des pays de l'Est, souvent pourchassés.

Jean-Paul II quant à lui, par sa connaissance personnelle du bloc de l'Est, s'est montré plus directement engagé à l'encontre du soviétisme. Avec le soutien du mouvement initié dans sa Pologne natale par le mouvement « Solidarité » et la mise en œuvre de contacts nombreux dans les différents pays de l'Est, sa participation à l'effondrement de l'Union Soviétique est aujourd'hui unanimement reconnue. Ainsi Staline a eu tort de railler la puissance du Vatican sur la scène internationale par cette formule célèbre : « Le Pape, combien de divisions ? »

Selon Joël-Benoît d'Onorio, la diplomatie vaticane sous le pontificat de Jean-Paul II a, de manière plus générale, fait sa raison d'être d'une vision globale de la vie des hommes et des nations. Dans cette optique, le Saint Siège a développé une présence accrue dans les institutions et les conférences internationales. Cela explique également les interventions du Pape et de ses diplomates dans l'émergence d'une nouvelle Europe après les années d'ostpolitik, mais aussi dans lors de la guerre des Malouines, de la guerre du Golfe, dans l'évolution de la situation au Proche-Orient ou encore, précisément, dans la crise des Balkans. L'intensité de cette activité diplomatique concerne aussi les relations bilatérales du Saint Siège qui, sous l'actuel pontificat, a déjà conclu environ quatre-vingts concordats et a doublé le nombre de ses missions diplomatiques.

Le Saint Siège entretient de nos jours des relations diplomatiques avec des pays, catholiques ou non, dont le nombre n'a cessé de croître, passant de quatorze en 1870 à cent

soixante cinq en 1995. Basé sur la territorialité réaffirmée du Vatican, l'influence géopolitique et diplomatique du Saint Siègne est donc importante.

Le Saint Siègne est la seule institution confessionnelle au monde à avoir accès aux relations diplomatiques officielles. Membre de plein droit de la communauté internationale, exerçant une présence active auprès d'une centaine d'instances internationales, il participe pleinement aux grands débats en faisant entendre une voix originale. Cette originalité s'applique à plusieurs points.

Le Vatican est le seul membre de la communauté internationale qui n'appartienne pas exclusivement à une région géographique spécifique. Le Saint Siègne participe par exemple aux cinq commissions régionales de l'ECOSOIC, le conseil économique et social des Nations Unies. Il est membre également, aussi bien de l'Organisation des Etats américains (OEA) que de l' Organisation pour la stabilité et la sécurité en Europe (OSCE).

Ensuite sa capacité d' influence est marquée par sa situation de neutralité, dégagée des contingences et des compétitions inter étatiques. Enfin le Saint Siègne possède l'originalité, atout ou ambiguïté, d'être à la fois une autorité religieuse et une puissance souveraine. Il a donc à défendre à la fois l'enseignement et les valeurs spirituelles et morales du Catholicisme et à entretenir des relations diplomatiques avec des Etats parfois éloignées de ces valeurs. Cet équilibre est forgé par l'expérience au long des siècles et basé sur une conception théologique et philosophique approfondie des rapports entre le religieux et le politique. Dans l'action diplomatique du Vatican cet équilibre se manifeste généralement par un affichage ferme mais aussi par le pragmatisme et l'action dans la durée.

⁶ Encyclique « Divini Redemptoris » Pie XI

DEUXIEME PARTIE

L'IMPLICATION DES RELIGIONS DANS LE CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE

Chapitre 1

La Serbie et l'Orthodoxie

L'Orthodoxie et la nation serbe

Le lien particulièrement fort qui existe entre l'Eglise orthodoxe et la nation serbe s'explique par l'Histoire. Dans l'Empire ottoman il n'existait pas de catégories nationales ; seule l'identité confessionnelle permettait de distinguer entre eux les sujets de l'empire et de les regrouper dans des communautés particulières, les « millets ». Il existait un millet « grec » regroupant les chrétiens orthodoxes qui reconnaissaient l'autorité du Patriarche œcuménique de Constantinople. Mais il existait aussi un millet « serbe », puisque l'Eglise serbe avait été restauré comme Eglise autonome – autocéphale – en 1577. Pendant des siècles, être serbe ne voulait rien dire d'autre que de reconnaître l'autorité du patriarcat serbe de Pec.

Enfin, confrontée par le passé à deux empires aux religions différentes, l'Empire ottoman musulman et l'Empire austro-hongrois catholique, la nation serbe s'est forgée autour de son Orthodoxie dans une lutte pour sa survie. La poursuite, de nos jours, des conflits avec les voisins catholiques croates et musulmans albanais ou bosniaques peut être perçues en un certain sens comme la continuation des luttes ancestrales.

Ainsi, davantage sans doute que pour les autres nations yougoslaves, assiste-t-on autour de la question serbe à une très grande imbrication des thèmes religieux, nationaux et politiques. Forte du regain d'influence qu'elle enregistre à partir du milieu des années quatre-vingt, l'Eglise orthodoxe interviendra régulièrement dans le débat politique, y compris dans ses prolongements guerriers. Qu'il s'agisse de l'appréciation de la politique des autorités de Belgrade ou du problème de la Bosnie ou du Kosovo, l'Eglise orthodoxe

se place en gardienne de l'unité des Serbes. Elle demeure en quelque sorte le ciment et l'autorité du « millet serbe ».

Le regain d'influence de l'Eglise orthodoxe serbe

Après plus de quarante-cinq ans passés sous la pression d'un régime communiste, l'Eglise orthodoxe était, dans le courant des années quatre-vingt dix, l'institution la plus respectée en Serbie avec l'armée. En 1993 la Serbie et le Monténégro comptaient soixante-dix pour cent d'orthodoxes dont quarante deux pour cent de pratiquants, contre vingt-cinq pour cent en 1975. A cette époque, sortis du communisme, les sondages montrent que les Serbes reviennent vers leur Eglise en tant qu'autorité morale ayant incarné l'idée nationale à travers les siècles. Ici se place l'ambiguïté qui, rappelons-le, marque cette Eglise comme d'autres Eglises orthodoxes : l'interaction souvent difficile à discerner entre l'attachement à la religion et le sentiment national, voire le moyen d'action politique.

Le réveil de l'Eglise orthodoxe serbe date de 1981, au moment où les Albanais du Kosovo se révoltent contre la tutelle serbe. Une vingtaine de moines et de prêtres adressent alors aux autorités de Belgrade un « appel pour la défense du peuple serbe et de ses sanctuaires au Kosovo et Metohije ». Les signataires dénoncent « le départ forcé de cent mille serbes en dix ans » sous la pression des Albanais (majoritaire à quatre-vingt dix pour cent dans cette région) et souligne fortement : « Le Kosovo est notre mémoire, notre foyer, la flamme de notre être. Si l'on retire sa mémoire à un peuple, on le tue et on l'anéantit spirituellement ».

Pour comprendre cet attachement des Serbes et de l'Eglise orthodoxe au Kosovo, il faut remonter au quatorzième siècle. Le 28 juin 1389, à l'issue de la bataille du « Champ des merles » (Kosovo polje), l'armée serbe fût vaincue face à l'invasion ottomane. Dans la légende serbe, le prince Lazar fût sollicité avant la bataille par un messager de Dieu de choisir entre la victoire, qui donne le royaume terrestre, et le royaume du ciel. Lazar, choisissant le second, accepte la défaite de son armée ainsi que la disparition de l'Etat serbe. Il en découlera cinq cents ans de domination ottomane et l'islamisation de certaines régions. Mais en échange, le prince Lazar et le peuple serbe acquièrent le royaume éternel. Dans la transmission de cette histoire par l'Eglise et par la tradition populaire la défaite de

Kosovo polje est transformée en victoire morale ; le peuple serbe en sort grandi : à la fois martyr et élu.

Signe fort du regain d'influence de l'Eglise orthodoxe, celle-ci reçoit, en 1984, l'autorisation de construire la cathédrale Saint Sava à Belgrade ; trente mille personnes participent à la liturgie célébrée pour la pose de la première pierre. Puis, en 1988, les reliques du Prince Lazar sont transportées solennellement à travers la Serbie de monastère en monastère, pour rejoindre le Kosovo au moment de la célébration du six centième anniversaire de la bataille du « Champ des merles ».

La célébration de cette bataille est à nouveau à la frontière entre religion et politique. C'est sur le site historique même de la bataille que Slobodan Milosevic s'est fait acclamé par un million de Serbes comme leur chef et c'est l'Eglise orthodoxe qui a relayé la célébration de ce fait historique en Bosnie Herzégovine comme ailleurs en Yougoslavie.

L'Eglise orthodoxe serbe et Slobodan Milosevic

Toutefois, les relations entre Slobodan Milosevic et l'Eglise serbe sont elles-mêmes ambiguës et variables.

Quand, à la fin des années quatre-vingt, Slobodan Milosevic (président de la ligue des communistes de Serbie puis, après mai 1989, président de Serbie) semble abandonner le slogan officiel de l'amitié entre les peuples de Yougoslavie, hérité de Tito, et adopter un discours nationaliste de plus en plus affirmé, l'Eglise orthodoxe voit en lui un allié naturel. Le leader serbe sait, quant à lui, que le soutien de l'Eglise lui sera fort utile dans la campagne qu'il entame en Yougoslavie au nom de la défense des intérêts serbes. Orthodoxes et communistes vont ainsi trouver un terrain d'entente. Slobodan Milosevic défend alors les Serbes du Kosovo, de Croatie et de Bosnie.

Alors même que la tension monte entre les différentes composantes de la Yougoslavie et que la guerre civile se fait de plus en plus probable, la coopération des autorités serbes et de l'Eglise prend un tour spectaculaire. Cette dernière organise l'exhumation des restes des Serbes victimes des oustachis croates et de leurs auxiliaires musulmans pendant la

seconde guerre mondiale, suivie de cérémonies de funérailles solennelles. Les autorités et la télévision officielles donnent un large écho à ces cérémonies. Le message est clair : peut-on vivre aujourd'hui en bonne entente avec les Croates et les musulmans qui ont massacré des Serbes il y a cinquante ans ?

Quand la guerre éclate avec la Croatie en juillet 1991, l'Eglise serbe est encore aux côtés du pouvoir. Mais l'entente touche à sa fin. L'Eglise s'avise finalement que Slobodan Milosevic est plutôt demeuré communiste que devenu un nationaliste serbe et fervent. Après s'être prononcé implicitement pour l'opposition lors des élections de 1990, l'Eglise préconisera nettement de « ne pas voter pour ceux qui défendent des points de vue païens sur l'homme et sur le monde ». Allant plus loin un évêque orthodoxe, monseigneur Jevtic, déclare « Milosevic est un homme dangereux, un traître à la cause serbe, plus tôt il partira, mieux cela vaudra ».

L'Eglise orthodoxe serbe et les Serbes de Bosnie

L'Evêque reproche alors, surtout, au président serbe d'être prêt à faire des concessions au détriment des Serbes de Bosnie et de Croatie pour parvenir à un accord de paix. L'idée de voir cédé aux Croates et aux musulmans des territoires sur lequel se trouvent des monastères et des églises orthodoxes passe pour un sacrilège.

Un autre dignitaire orthodoxe, l'évêque du Monténégro, monseigneur Radovic, précise aussi les griefs de l'Eglise contre Milosevic : l'Eglise souhaite réellement l'union de tous les Serbes, alors que Milosevic faisait seulement semblant de le vouloir dans le but de maintenir l'idéologie communiste et la Yougoslavie de Tito, toutes deux condamnées par l'Eglise.

L'Institut de théologie de Belgrade publie en mai 1993 un « appel pour la défense du peuple serbe contre le régime communiste athée ». Peu après, l'instance suprême de l'Eglise, le Saint Synode, réclame à son tour le départ des dirigeants serbes et la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

En juin 1993, alors que Slobodan Milosevic fait pression sur les Serbes de Bosnie pour qu'ils acceptent le plan Vance-Owen, le Saint-Synode prend position contre Belgrade et soutient les Serbes de Bosnie et leur leader, Radovan Karadzic, qui refusent le plan de paix

des émissaires de l'ONU et de l'Union européenne. La rupture est totale entre l'Eglise et Slobodan Milosevic quand en août 1994, sous la pression des grandes puissances, celui-ci décrète un embargo contre les Serbes de Bosnie pour les forcer à accepter le plan de paix du groupe de contact (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne).

Dés la mise en place de l'embargo contre les Serbes de Bosnie, le Patriarche Pavle, moine ascète de quatre-vingts ans, l'une des grandes figures de l'Orthodoxie serbe, se rend aussitôt à Pale, la capitale des serbes de Bosnie, pour y rencontrer Radovan Karadzic. Le lendemain monseigneur Pavle est reçu par le président Milosevic puis, quelque jours plus tard par le médiateur de l'ONU pour l'Ex-Yougoslavie. Dans le même temps, le synode des évêques serbes dénonce la « satanisation des Serbes en Occident », exprime son soutien aux Serbes de Bosnie et exige la levée immédiate de l'embargo imposé par Belgrade. Pour marquer encore davantage son soutien à Radovan Karadzic, de plus en plus isolé sur la scène internationale, l'Eglise organise même, à Banja Luka, chez les Serbes de Bosnie, une conférence des évêques serbes de Serbie, du Monténégro, de Croatie, de Bosnie et de la diaspora.

Ces prises de position en faveur des Serbes de Bosnie sont une confirmation du rôle politique joué par l'Eglise orthodoxe. Elles ne sont au demeurant pas surprenantes. En effet l'Eglise a toujours défendu le droit des Serbes à l'autodétermination, c'est à dire à faire sécession de la Croatie et de la Bosnie pour s'unir à la Serbie.

D'ailleurs, la rupture entre Belgrade et Pale s'amplifiant, l'implication de l'Eglise orthodoxe serbe dans la guerre en Bosnie augmentera. L'évêque du Monténégro dénonce ceux qui, dans le monde, joue avec l'avenir des Serbes avec le « soutien de plus en plus servile des dirigeants de Belgrade et du Monténégro » tandis qu'il soutient « le peuple et le parlement de la Republika Srpska [qui] sauvent la dignité et l'âme du peuple serbe orthodoxe » .

La « Republika Srpska », auto proclamée par les serbes de Bosnie, semble en effet répondre aux aspiration de l'Eglise orthodoxe. L'hymne du royaume de Yougoslavie, « Dieu de Justice », a été repris, le catéchisme a été rétabli dans les écoles, les soldats prêtent serment devant leurs aumôniers et la hiérarchie orthodoxe est étroitement associée à la vie politique. Ainsi, en mai 1995, lors de la visite de Jimmy

Carter en Bosnie, l'évêque de Tuzla est omniprésent pendant les rencontres officielles entre l'ancien président américain et Radovan Karadzic. De la même manière les autorités religieuses sont au premier rang à chaque réunion du « parlement » des Serbes de Bosnie. L'influence politique du Patriarcat s'est encore montrée en août 1995. Ayant limogé le chef des forces serbes de Bosnie, Ratko Mladic, par suite d'un différend sur l'aide à apporter aux Serbes de Croatie qui venaient de subir une lourde défaite face aux Croates, Radovan Karadzic revint sur sa décision quelques jours plus tard afin de répondre à « l'appel à l'unité de tous les Serbes » lancé par le Patriarche Pavle.

En octobre 1994, lors de sa rencontre avec le Patriarche russe Alexis II, le Patriarche Pavle critique à nouveau le plan du groupe de contact et réaffirme son soutien aux serbes de Bosnie, soulignant que l'Eglise « ne peut accepter que les Serbes de Bosnie aient moins de droit que les autres peuples [Croates et musulmans] ». Cette intervention auprès du Patriarche russe, la Russie étant partie au groupe de contact, prend un relief particulier. On verra que la solidarité orthodoxe a connu des fortunes variées.

Une solidarité orthodoxe ?

On aurait pu penser que l'unité du monde orthodoxe se formerait autour de la cause serbe. Cette unité est bien entendu souhaitée par les Serbes qui voient en elle l'une des rares, voire la seule, possibilité de soutien international. « En raison des souffrances endurées par les Serbes orthodoxes, d'autres peuples orthodoxes comme les Russes, les Roumains, les Bulgares, les Grecs ressentent cette composante religieuse comme prépondérante » affirme le Patriarche serbe Pavle. Des signes d'une telle unité ont d'ailleurs pu exister. En mars 1992 les douze principaux Patriarches des Eglises chrétiennes orientales se sont réunies à Istanbul. Une telle réunion n'avait pas eu lieu depuis le concile de Nicée en 787. Ce sommet pouvait donc constituer les prémices de retrouvailles des Orthodoxes après cinq siècles de domination ottomane sur les Balkans suivi de presque un siècle de communisme en Russie.

Dans le même ordre d'idée les Patriarches orthodoxes, en particulier celui de Moscou, Alexis II et de Constantinople, Bartholomée 1er, refusèrent de s'associer à la prière commune pour la paix en Bosnie proposée par le Pape Jean Paul II au mois de Janvier

1993. C'était là une manière de réfuter l'intérêt que portait le Catholicisme à la région mais c'était aussi une manière de manifester leur soutien à la cause serbe. Ce soutien fut confirmé en août 1993 par une visite du Patriarche de Constantinople à Belgrade. Bartholomée 1^{er} put dire « sa solidarité avec le peuple serbe dans son juste combat pour la paix et la liberté » tout en soulignant que ce peuple « avait été élu par Dieu pour protéger les frontières orientales de l'Occident ».

En mai 1994 ce fut le Patriarche de Moscou, Alexis II, qui rendit visite au Patriarche serbe. Cette visite a coïncidé avec la montée de l'influence de la Russie dans la crise yougoslave. Alexis II a visité aussi les zones en guerre de la Bosnie et a rencontré le cardinal archevêque de Zagreb et l'évêque de Sarajevo. Il essuya en revanche un refus des autorités musulmanes. En quittant Belgrade le Patriarche de Moscou eu ces mots qui pouvaient témoigner d'un axe Moscou - Belgrade favorisé par une solidarité orthodoxe : « Ma visite m'a convaincu que l'amitié de nos peuples reste indestructible. Si nous continuons à servir nos peuples sur la base de l'unité témoignée dans les présentes circonstances personne ne pourra nous vaincre et nous n'aurons à craindre aucun danger. Comme par le passé, nous déclarons que les sanctions contre la Serbie et le Monténégro n'ont pas donné les résultats escomptés. Je suis d'avis que la Douma, en adoptant sa décision de suspendre les sanctions, a exprimé la volonté de tout le peuple russe. » En effet, en mai 1994 l'assemblée russe avait levé les sanctions contre la Serbie, après que les Etats-Unis aient mis fin à l'embargo imposé aux musulmans bosniaques. En juin 1995 Alexis II réitérait son soutien : « La Yougoslavie et la Serbie peuvent toujours compter sur l'aide de la Russie. »

La solidarité des Eglises serbe et russe remonte au Moyen Age. Elle s'était renforcée au temps de la domination ottomane, pendant lequel l'Eglise russe contribua à la survie du patriarcat serbe. C'est de cette solidarité religieuse que naquit la solidarité politique slave. Malgré quelques oppositions du côté serbe à la fin du XIX^{ème} siècle en raison des tentatives hégémoniques russes sur les Balkans, une alliance forte s'est nouée dès la fin de la guerre russo-japonaise. Après l'attentat de Sarajevo la Russie prit la défense de la Serbie. Après la révolution de 1917 près de soixante dix mille réfugiés russes, parmi lesquels de nombreux moines et prêtres vinrent s'installer en Yougoslavie. Si la monarchie et l'Eglise orthodoxe serbes se montrèrent naturellement de farouches adversaires de la Russie soviétique, les relations entre les deux Eglises, réunies dans la même persécution de la part du communisme, se rétablirent après la Seconde guerre mondiale. Alors que la

mésentente augmentait entre Tito et Staline, le Patriarche serbe se rendit à Moscou, contre l'avis des autorités yougoslaves, pour assister à la célébration du cinquième centenaire du patriarcat russe. Autour de la question fatidique du Kosovo la solidarité entre les Eglises russe et serbe se manifesta également. Quelques années après la mort de Tito, en 1980, alors que les Serbes commençaient à ressentir la menace des Albanais, le Patriarche russe Pimène, se rendit officiellement au Kosovo.

Toutefois, si cette solidarité slave et orthodoxe s'exprima à plusieurs occasions, elle n'eut pas d'application politique majeure. En effet la conjonction entre les nationalistes les ex-communistes et, au moins quelques temps, l'Eglise orthodoxe réalisée par Slobodan Milosevic, ne se fera pas en Russie. Boris Elstine s'est au contraire défié de ce type d'alliance, préférant rechercher en Occident ses soutiens. Il n'a donc pas soutenu la Serbie, s'associant même aux sanctions décidées contre elle.

En fait, depuis la chute du système soviétique et la recomposition du paysage politique en Europe de l'Est, le monde orthodoxe a perdu son unité . Les pays orthodoxes de l'ex-URSS se répartissent en deux, selon leur situation vis à vis de la Russie. Les autres pays orthodoxes sont également partagés. Certains restent particulièrement attachés à la Russie telles la Yougoslavie, la Grèce et Chypre (ces deux dernières ayant besoin d'alliés face à la Turquie). D'autres sont plus réservés. C'est le cas de la Macédoine, de la Moldavie, de la Bulgarie et de la Roumanie. Dans ces pays l'influence de Moscou varie selon l'alternance au pouvoir les tendances politiques. Les ex - partis communistes demeurent attachés au « grand frère » tandis que les partis démocratiques s'en méfient.

Au sein de l'Eglise orthodoxe elle-même des dissensions sérieuses réapparaissent. On retrouve ici les rivalités qui ont toujours existées entre les différentes Eglises orthodoxes. L'absence d'unité du monde orthodoxe autour d'une autorité unique, comme c'est le cas de l'Eglise catholique, mais au contraire l'existence de différentes communautés autocéphales, ainsi qu'un mode de formation historique et de développement lié aussi bien à des considérations religieuses qu'à des conflits d'intérêt temporels expliquent en partie ce phénomène.

Ainsi, par exemple, existent depuis toujours des relations tendues entre le patriarcat de Moscou et celui de Constantinople, qui prétendaient chacun prendre la tête du

christianisme oriental. Constantinople avait été accusé très tôt, dès le quatorzième siècle, par Moscou de trahir l'Orthodoxie. A cette époque l'empereur byzantin et le Patriarche de Constantinople, avait accepté l'union avec Rome, sous la menace ottomane. Cette accusation de collusion fut également portée jusqu'à nos jours contre Bartholomée 1^{er}, patriarche de Constantinople, qui était, comme ses deux prédécesseurs l'interlocuteur privilégié du Vatican dans le dialogue œcuménique. Cette dissension se révéla particulièrement en février 1996 lorsque Alexis II fit supprimer les références à son « homologue » Bartholomée 1^{er} dans la liturgie. C'est finalement le souci de se montrer chacun en véritable héraut de l'Orthodoxie qui poussa chaque Patriarche à la surenchère dans le soutien à la cause serbe et dans les manifestations d'hostilité envers le Catholicisme et le Vatican.

Chapitre 2

La présence du Catholicisme

Les attaques serbes-orthodoxes

Issue de la rupture avec l'Eglise romaine en 1054, l'Orthodoxie a, par nature, toujours entretenu des relations conflictuelles avec le Catholicisme. A cette opposition religieuse s'ajoute, en particulier dans la vision de l'Orthodoxie serbe, l'association entre la critique du Catholicisme et du Vatican et la critique du monde occidental. Ainsi, autant sinon plus que la résurgence de l'Islam au Kosovo, le Catholicisme a-t-il été considéré comme l'ennemi de la cause serbe. Dans ce cadre un discours, parfois violent, a été mis en place qui mêlait des références à l'action du gouvernement croate d'Ante Pavelic pendant la seconde guerre mondiale et des considérations sur le rôle actuel du Vatican dans l'éclatement de la Yougoslavie.

Lorsque le Pape Jean-Paul, qui s'était rendu en Croatie en août 1994, voulut par souci d'équilibre se rendre également à Belgrade, ce projet ne convint ni aux autorités civiles ni aux autorités religieuses. Réveillant les affres du passé, des conditions draconiennes lui furent opposées, basées sur l'espoir d'une prise à sa charge par l'Eglise catholique des exactions de l'Etat d'Ante Pavelic. « Si le Pape souhaite venir en visite évangélique à Belgrade, nous attendons de lui qu'il condamne auparavant officiellement les auteurs du

génocide commis pendant la seconde guerre mondiale » a déclaré un haut dignitaire orthodoxe. On retrouve bien, dans cette confusion de l'ensemble des catholiques avec les partisans de Pavelic, à cinquante ans d'intervalle, l'un des traits qui rendent difficile les relations entre les différentes communautés de l'ex-Yougoslavie : une référence à une histoire revisitée et instrumentalisée.

La position du Vatican

Dans cette partie de l'Europe, qui englobe aussi l'Ex-Yougoslavie, l'objectif du Vatican est probablement à présent, sur un plan religieux, d'encourager une nouvelle ferveur après l'ère matérialiste communiste, de tenir compte d'un partage d'influence compliqué et multi - séculaire avec l'Orthodoxie et, sur un plan politique, de concourir au maintien d'une certaine sécurité et à la protection des Etats.

Ce sont ces différents aspects qui, à la lumière de sa tradition diplomatique, éclaire l'action du Vatican dans l'Ex-Yougoslavie.

Le mur de Berlin ayant disparu, le Saint Siège a maintenu une activité diplomatique dynamique en Europe de l'Est et du Sud-Est, en particulier en direction de la fédération de Yougoslavie. Dans cette fédération l'Eglise catholique avait des liens très anciens avec la Croatie, la Slovénie mais aussi de vastes régions de la Bosnie Herzégovine. De son côté l'Orthodoxie était naturellement très présente en Serbie, au Kosovo et au Monténégro.

Le souhait du Vatican, dans un cadre de liberté religieuse retrouvée, aurait été de profiter de cet espace culturel et religieux pour promouvoir politique œcuménique qui s'appuya sur l'une et l'autre des religions chrétiennes en présence. Il ne s'agissait donc pas, quels que soient les liens privilégiés avec les peuples catholiques de la région, de favoriser les sécessions et, partant, l'explosion de la fédération.

Le plan du Vatican fut toutefois rapidement contrarié à la fois par l'attitude dominatrice des nationalistes serbes, soutenus par une partie de la hiérarchie de l'Eglise autocéphale de Serbie et par les hésitations des capitales occidentales. C'est face à ces contradictions et en percevant dans l'évolution de la situation des risques d'affrontements graves entre les

différentes composantes de la fédération, que le Saint Siège en vint à proposer une réforme des institutions.

Monsieur Georges-Marie Chenu⁷, qui était à ce moment-là ambassadeur de France en Croatie, montre bien l'évolution chronologique de l'attitude des autorités catholiques et du Vatican⁸. Après s'être d'abord montrés discrets, en particulier lors des élections générales d'avril et mai 1990, les évêques catholiques avertirent leurs confrères du monde entier en février 1991, peu avant le congrès des communistes yougoslaves, « des dangers d'une restauration par la force d'une dictature communiste dans la Croatie et en Yougoslavie ». Quelques mois plus tard, à la fin du mois de juin 1991, les mêmes évêques réagirent au coup de force contre la Slovénie en le dénonçant, ainsi que la guerre, les expulsions de civils et les violences commises déjà en Croatie, en Krajina et en Slavonie.

En même temps, au Vatican, monseigneur Tauran, secrétaire pour les relations avec les Etats, s'adressa aux ambassadeurs des pays de la communauté européenne que, dans les conditions actuelles, le Saint Siège était favorable à l'auto détermination des peuples et au respect de leurs droits dans le dialogue interconfessionnel et interculturel. Par ailleurs le prélat, doutant de l'impartialité de l'armée populaire yougoslave, approuvait dans ce cadre l'envoi d'une mission européenne de contrôle, voire d'une force de maintien de la paix.

A ce stade, le Vatican prônait toujours le dialogue entre les différentes composantes d'une fédération yougoslave déjà bien mal en point. Toutefois, se rendant dans cet esprit en Yougoslavie en août 1991, le chef de la diplomatie vaticane comprit que les positions étaient à présent trop durcies pour qu'un accord demeure envisageable. C'est devant cette constatation que le Saint Siège s'orienta vers la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie. Il lui apparaissait en effet que cette reconnaissance était devenue le seul moyen d'assurer à ces peuples une certaine protection sur la scène internationale et éviter des affrontements sanglants. Soucieux du sort qui était fait à la Croatie, le Pape Jean-Paul II saisit l'occasion d'un voyage en Europe de l'Est, en Hongrie, début septembre 1991, pour adresser un message de sympathie à « ses très chers fils croates ».

⁷ Georges-Marie Chenu – La France et le drame yougoslave : six ans après ! – Revue « Politique étrangère »

Dans les semaines qui suivirent, la situation s'aggrava encore sur le terrain : siège de Vukovar , attaques contre des villes croates, non-respect des cessez le feu conclu à La Haye en septembre. Pendant ce temps, au Conseil européen de Venise, les douze commencèrent à faire entendre des voix discordantes. L'Allemagne ayant émis l'idée d'une reconnaissance séparée, le cardinal Sodano, secrétaire d'Etat, s'approcha du ministre des affaires étrangères de Bonn, Hans Dietrich Genscher, pour lui demander de prendre l'initiative d'une reconnaissance que le Vatican suivrait.

Ces échanges furent critiqués par le ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, qui alla même jusqu'à parler d'un « complot germano-papiste. » Il est vrai que le président de la République lui-même, qui par ailleurs ne cachait pas un attachement certain pour la Serbie, portait depuis le début de la crise un jugement négatif sur les positions du Vatican qu'il estimait exclusivement pro-croates.

Ce n'est finalement que le 10 janvier 1992, soit cinq jours avant la communauté européenne, que le Vatican reconnut la Croatie et la Slovénie.

Ainsi, on le voit au cours de cette évolution, la position du Saint Siège a consisté, tout en poursuivant la lutte contre le communisme et ses résurgences, à tenter d'assurer aux peuples concernés une protection et le respect de leurs droits essentiels. Le Vatican a illustré ainsi sa spécificité d'autorité religieuse et d'acteur reconnu sur la scène internationale et fait jouer pleinement son autonomie d'analyse.

Chapitre 3

La présence de l'Islam

La construction de l'identité musulmane en Bosnie

Pendant l'Empire ottoman les Slaves islamisés constituaient, en Bosnie, une minorité dominante. Les élites urbaines et les propriétaires terriens tiraient leur pouvoir et leur statut de leurs liens avec Istanbul. Après le congrès de Vienne cette minorité influente perdit sa prépondérance et se trouva diluée dans un ensemble dominé politiquement d'abord par les Croates, soutenus par l'Empire austro-hongrois, puis par les Serbes après 1918. Si, devant

cette perte de pouvoir, les élites les plus proches de la Sublime Porte émigrèrent à Istanbul, la société bosniaque s'organise en communautés définies selon les appartenances confessionnelles. Les chefs de chacune de ces communautés assurent le lien avec les autorités de Vienne. On retrouve ici, mutatis mutandis, le principe de fonctionnement des millet de l'empire ottoman. Lorsque des élections sont organisées, en 1910, elles suivent aussi un mode d'organisation utilisant les groupes confessionnels. Les électeurs, regroupés par collectivité, élisent les représentants de leur propre collectivité (musulmane, serbe, croate ou juive).

A partir de 1918 la tutelle, somme toute très décentralisée, de l'empire des Habsbourg disparaît. Insérée dans un royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, la communauté musulmane est confrontée à un défi. Si elle veut exister en tant que telle, au même titre que celles qui disposent de territoires au peuplement plus homogène, il lui faut se transformer en nation. Résidant pour l'essentiel entre des zones à majorité croate ou serbe, les musulmans sont en outre considérés comme des Croates islamisés par les uns et des Serbes islamisés par les autres. Par ailleurs, en 1929, la Bosnie Herzégovine perd son statut d'autonomie territoriale et est divisée en quatre parties. Dans ce contexte la mise en valeur à la fois culturelle et politique de la communauté représente une difficulté majeure. De plus le califat ottoman, qui représentait pour les musulmans des anciens territoires de l'Empire ottoman la référence suprême, a été aboli par Attaturk en 1924.

Devant cette perte de référence et le besoin d'affirmer l'existence de la communauté, différentes voies sont explorées. Outre le développement du parti communiste, dans les différentes communautés, un courant panislamiste voit le jour. Il s'agit pour ses tenants de promouvoir un militantisme confessionnel pour replacer la communauté dans le grand ensemble de la communauté des croyants. A la fin des années 20 la jeune génération se tournera vers les mouvements islamistes qui naissent au Caire.

Si cette idéologie s'oppose à la fois au communisme et aux fascismes, certains de ses militants rejoindront néanmoins, pendant la deuxième guerre mondiale, la division SS Hanjar levée parmi les musulmans bosniaques par le grand mufti de Jérusalem. La référence au comportement des communautés pendant la deuxième guerre mondiale servant souvent, à l'époque actuelle, à alimenter les rancunes et légitimer les exclusives, le

rappel de ce fait historique paraît utile. Il montre en effet que nulle communauté n'a eu le monopole du comportement exemplaire.

Au cours de la guerre le mouvement des partisans, dirigé par Tito, secrétaire général du parti communiste et futur chef de l'Etat, enrôlera un certain nombre de militants musulmans, surtout dans les régions soumises soit aux milices tchekniks (serbes), soit aux milices oustachis (croates). Toutefois, dès la fin de la guerre, le régime communiste dissout les associations musulmanes.

Dans l'après guerre Tito jettera, paradoxalement, les bases du renouveau de l'identité nationale musulmane. Après une quinzaine d'années de centralisme et de volonté idéologique de fondre l'ensemble des communautés dans un unique ensemble communiste yougoslave, les années 60 marque une détente. En 1961 la dénomination de « Musulman », entendu au sens ethnique, apparaît dans un sondage officiel. En 1968 les Musulmans sont reconnus comme une nationalité. Il s'agit des populations de langue serbo-croate et d'appartenance confessionnelle islamique. Cette reconnaissance se produit au moment où les populations « Musulmanes » de Bosnie sont devenus démographiquement majoritaire dans cette république et voient leurs élites prendre place dans l'appareil politique et économique de la Yougoslavie. En favorisant cette reconnaissance il s'agit pour Tito de donner des gages pour promouvoir sa politique visant au leadership du Mouvement des non alignés, lequel compte de nombreux pays musulmans.

Seule nation yougoslave sans territoire propre, et alors même que la laïcisation progresse chez eux comme chez les autres, les Musulmans n'ont comme unique sphère d'autonomie que leurs institutions religieuses. En effet les autres institutions - politiques, économiques et culturelles - de la république de Bosnie-Hérzégovine sont toutes plurinationales. Une fois encore on assiste à un échange entre la sphère religieuse et la sphère politique ; l'assise politique sera alimentée par l'appartenance confessionnelle et donnera corps, à son tour, à l'influence religieuse. La communauté islamique, animée par des chefs religieux, les oulémas, qui sont les interlocuteurs autorisés du pouvoir pour la gestion des affaires de la communauté (mosquées ...) s'emploie aussi à redonner un contenu plus religieux à la nationalité « Musulmane ». Elle favorise aussi le regain du courant panislamiste réprimé à la fin des années 40. En 1970 Alija Izetbegovic , futur président de la République de Bosnie, publie sa « déclaration islamique ». Cet ouvrage, présenté comme un « programme d'islamisation des Musulmans et des nations musulmanes » contient un certain nombre des

thèmes développés par les penseurs islamistes dans le reste du monde. On y lit en particulier l'expression d'un doute certain quant à la possibilité de voir cohabiter sur un même territoire de façon pérenne des communautés musulmanes et non musulmanes. Une génération d'intellectuels islamistes se crée dans cette mouvance à partir des années 70. Elle présente de nombreux points de convergence avec les mouvements semblables dans le reste de la communauté musulmane mondiale, l'Oumma, quant à ses références idéologiques issues de la filiation des frères musulmans, ou quant à son vivier de recrutement. Cependant il n'existe pas, dans la Bosnie des années 70 à 90, d'autres groupes sociaux susceptibles de relayer cette intelligentsia dans la vie sociale, comme cela a pu être le cas dans d'autres pays (Égypte, Pakistan, Malaisie...).

Les données évoluent cependant dans les années 80. La mort de Tito - en mai 80 - met fin au système qu'il incarnait et dans lequel une savante alchimie, mêlant centralisme autoritaire et reconnaissance mesurée des nationalités, étouffait en fait les velléités communautaristes. Celles-ci se réveilleront donc progressivement pendant la décennie 80 pour aboutir à l'explosion des années 90. En mars 1990, Alija Izetbegovic crée le « Parti de l'action démocratique » (Stranska Demokratske Akcije – SDA), dont le nom initialement prévu de « parti musulman yougoslave » n'avait pas été agréé par les autorités. Dans la compétition entre les nationalités, qui devient de plus en plus évidente, ce parti se présente rapidement comme le représentant unique des milieux musulmans. Ainsi, pourtant issu à l'origine du seul cercle des intellectuels musulmans, il devient très rapidement un parti de masse. Il faut noter toutefois que son ascension rapide n'est pas simplement le fait de la dynamique musulmane mais aussi du soutien objectif que lui apporte une partie des notables de la Ligue des communistes. En tout état de cause ce parti obtient un franc succès électoral qui conduit M. Izetbegovic à la présidence de la République en novembre 1990. Sous sa présidence trois partis nationalistes se partagent le pouvoir, le SDA musulman, le SDS serbe et le HDZ croate, ces deux derniers étant naturellement attirés par la Serbie et la Croatie. Ainsi, en dépit de la présence de M. Izetbegovic, à la présidence, la lisibilité « musulmane » de la Bosnie Herzégovine reste quelque peu confuse. Le leader lui-même a d'ailleurs nuancé son discours depuis la déclaration Islamique de 1970. Son livre, l'Islam entre l'Est et l'Ouest paru en 1988, comme ses textes ultérieurs, prennent leurs distances avec les thèmes les plus radicaux. L'aspiration à un état islamique cède la place, au moins par réalisme, à une conception plus démocratique, plus aptes à séduire un électorat composé des classes moyennes urbaines laïcisées.

C'est dans ce contexte que survient en mars 1992 la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, malgré d'ailleurs le refus par le parti serbe (le SDS), membre de la coalition gouvernementale. Cette déclaration sera suivie de trois ans de guerre pendant laquelle on comptera cent cinquante mille morts. Par ailleurs deux millions de personnes seront déplacées dans un processus qui fera naître l'expression de « nettoyage ethnique ».

La solidarité islamique ; un djihad en Yougoslavie ?

L'existence de ce nouvel état, accueillie souvent avec enthousiasme par le monde musulman, ainsi que l'hostilité serbe, marquée par la guerre et le « nettoyage ethnique », auront rapidement donné de cette situation une vision confessionnelle. Le sentiment de voir s'opposer le camp occidental chrétien et le camp islamique créeront des solidarités nouvelles dans le monde musulman. Dès septembre 1992 se réunit à la mosquée de Zagreb la première conférence destinée à sensibiliser le monde musulman à la cause bosniaque. Pour les tenants du panislamisme, l'émergence de cette nouvelle cause tombait à point nommé. La récente guerre du Golfe et l'appel à l'aide lancé par des pays islamique à l'Occident avaient mis à mal pour certains la cohérence propre de l'Oumma ; En Afghanistan la victoire des moujahidines à Kaboul avait mis fin au djihad ; L'engagement du processus de paix israélo-palestinien conduisait à la dilution de l'intifada. La guerre en Bosnie pouvait donc prendre le relais en devenant la cause symbolique de l'espace musulman.

Cette solidarité, animée en concurrence par l'Arabie Saoudite et l'Iran, représentant respectivement, avec leurs cercles d'alliés, le camp sunnite et le camp chiite, s'exprima bien en pratique.

Sur le plan humanitaire un certain nombre d'organisations musulmanes se mirent en place. Il leur fut d'ailleurs reproché d'associer souvent cette aide à une action de re-islamisation. Les sommes récoltées au profit des Bosniaques dans les pays musulmans furent en tout cas très importantes. Dès l'été 1992 les Frères musulmans réunirent en Egypte trois milliards et demi de dollars ; en Arabie Saoudite les dons de la population s'élevèrent à cent soixante quinze millions de francs ; en Jordanie et dans les Emirats arabes unis, deux opérations de type « téléthon » permirent de réunir plusieurs dizaines de millions de dollars en 1995.

Cette aide humanitaire, cependant, satisfaisait peu les Bosniaques qui appréciaient modérément de se trouver ainsi en position d'obligés et craignaient de devenir une terre de mission influencée par des visions différentes de l'Islam. Ils attendaient plutôt de la communauté musulmane une aide en armes et en matériel.

Une solidarité plus radicale apparut aussi sous la forme de volontaires armés qui rejoignirent la Bosnie pour y mener le djihad. Au nombre de deux mille environ, venant essentiellement d'Arabie saoudite et des pays de la péninsule arabique mais aussi d'Afghanistan, du Pakistan, du Soudan, de Jordanie, voire de la communauté islamique vivant en France, ils combattirent soit de leur propre initiative, soit dans le cadre même de l'armée bosniaque dont ils finirent par composer un régiment spécifique – le régiment El Mudzahidun – créé spécialement pour eux. L'histoire de leurs faits d'arme montre la vigueur, voire dans certains cas la cruauté de leur engagement qui, outre l'action militaire, était accompagné d'une œuvre de propagation de l'Islam auprès des musulmans bosniaques. Ayant reçu en décembre 1995 les encouragements officiels du président Izetbegovic, ce corps devait cependant disparaître en application des accords de Dayton.

L'action des militants islamistes reçut cependant un accueil mitigé de la part de la communauté bosniaque en raison des maladresses ou des excès manifestés mais aussi, et sans doute essentiellement, à la méfiance de la majorité des musulmans bosniaques, plus enclins à envisager une évolution dans un cadre démocratique.

Concernant les armes, les Serbes accusèrent les Turcs d'en avoir livré au cours de l'été 1992. En mai 1994 les Croates interceptèrent une importante cargaison dans des avions de lignes iraniens sensés transporter de l'aide humanitaire. L'Iran et l'Arabie Saoudite se montrèrent en fait les plus généreux. Les autres pays musulmans, faute de moyen ou de réelle volonté, furent beaucoup plus réservés dans cette démarche, l'ensemble des pays musulmans s'accordant toutefois, dans les premiers temps, sur le principe d'une action diplomatique concertée.

Sur le plan diplomatique, l'Organisation de la Conférence Islamique (O.C.I.) aurait pu être la plate-forme permettant de fédérer les différentes solidarités musulmanes et de s'en faire l'écho. Cette organisation a cependant fait preuve d'une relative inertie. Elle se trouvait en fait divisée, en raison des oppositions politico-religieuses entre ses membres. Par ailleurs

certaines pays musulmans ont pu se trouver déçus par le caractère propre de leurs coreligionnaires de souche européenne. L'O.C.I. parvint à obtenir de l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution du 25 août 1992 allant dans le sens d'une intervention en Bosnie Herzégovine dans le cadre du chapitre VII de la Charte, mais le Conseil de sécurité, au sein duquel l'OCI bénéficiait d'une faible influence, n'en tint pas compte. En définitive, après une série d'occasions manquées, la solidarité islamique ne se manifesta guère à travers l'O.C.I, qui ne tint finalement qu'un discours pan islamique sans réelle application.

La faiblesse du soutien de la communauté musulmane internationale ne doit pas masquer la présence du sentiment islamique dans l'histoire et tout au long du vingtième siècle, dans la constitution de l'identité bosniaque et la construction idéologique qui justifie la lutte, y compris la lutte armée, contre des communautés aux cultures différentes qui se trouvent en concurrence sur un même territoire. Cet Islam identitaire a certainement constitué l'une des raisons majeures de la volonté d'indépendance manifestée en 1992 et de la guerre qui s'ensuivit. Néanmoins, si l'on en croit Gilles Kepel⁹, la « greffe du djihad », élément fondamental de l'expansionnisme islamique n'a pas pris. La ligne politique appliquée est plus pragmatique et pluraliste. L'Islam continue cependant d'inspirer la politique et l'on retrouve dans la presse officielle des reprises des idées originelles de ré-islamisation de la société. Il faudra donc observer dans les années qui viennent si, comme le pense Gilles Kepel, la Bosnie se confirme comme un Etat où l'Islam se pratique dans un cadre civil ou si se réveillera à nouveau une composante qui pour l'heure s'en remet à la tradition du compromis.

CONCLUSION

Ce panorama montre donc, à travers quelques points, l'imbrication des thèmes religieux et politiques en toile de fond des conflits dans l'ex-Yougoslavie. Malgré leur exaltations périodiques de l'Orthodoxie les Serbes ne font pas la guerre aux Croates ou aux Bosniaques pour les convertir mais pour récupérer des territoires. C'est le sentiment national des parties en présence qui anime leur bras vengeur et ce sentiment n'est pas uniquement le fruit du facteur religieux. Toutefois l'Orthodoxie, l'Islam, le Catholicisme sont indissociables de ces questions. Ils ont participé, bien que de manière différente, à la construction des cultures nationales qui, lors des conflits, se manifestent de manière plus radicale.

Si l'on sort du contexte identitaire particulier et localisé de l'ex-Yougoslavie, il demeure que les religions, qui ne peuvent être étrangères à la personne humaine et à ses aspirations, ne restent pas extérieures aux évolutions géopolitiques. A des titres différents, en particulier selon leur organisation et les structures internationales dont elles disposent, elles peuvent prétendre défendre une géopolitique propre, à la mesure de leur volonté de rayonnement mondial. Les fidèles, quant à eux, peuvent vouloir mettre en accord leur foi et leurs comportements individuels mais aussi collectifs, donc socio-politiques. Enfin, même si l'on veut se limiter à l'aspect culturel de l'apport des religions, sans aborder le sens spirituel, force est de constater la présence des thèmes religieux dans la culture des différentes civilisations.

Ainsi, dans l'étude des conflits qui ont marqués l'ex-Yougoslavie ces dernières années, comme dans toute analyse géopolitique où les faits nationaux et culturels ont leur place, l'approche de la présence des religions est nécessaire, en se gardant à la fois de la tentation de minimiser l'importance du religieux dans la sphère géopolitique ou d'en exagérer la portée. L'étude des prolongements géopolitique des éléments fondamentaux des différentes confessions permet d'en apprécier le caractère plus ou moins conflictuel ; l'analyse des applications locales pratiques, parfois déviées, montre les influences mutuelles et les imbrications.

⁹ Gilles KEPEL Jihad, expansion et déclin de l'islamisme Gallimard 2000

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

CHAUPRADE Aymeric Introduction à l'analyse géopolitique Ellipses 1999

KEPEL Gilles Jihad, expansion et déclin de l'islamisme Gallimard 2000

MUDRY Thierry Histoire de la Bosnie-Hérzégovine, faits et controverses Ellipses 1999

THUAL François Géopolitique de l'Orthodoxie

Catéchisme de l'Eglise catholique - Edition française : Mame-Plon - 1992 ;

Le Coran

Articles

DUCLOS Louis-Jean Paix de compromis et tradition musulmane Revue « Défense nationale » n°8/9 année 2000

CHENU Georges-Marie La France et le drame yougoslave : six ans après ! – Revue « Politique étrangère »

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	4
Préambule	5
Première partie : Typologie des religions en présence	6
Chapitre 1 : L'Orthodoxie	6
Les origines de l'Orthodoxie	6
Les rapports entre l'Eglise orthodoxe et la nation	8
Chapitre 2 L'Islam	9
Eléments fondamentaux	9
Eléments géopolitiques	11
Unité	11
La tradition du compromis	12
Le djihad	12
Chapitre 3 : Le Catholicisme	13
Eléments géopolitiques	13
La nation	13
La guerre juste	14
L'action diplomatique du Vatican	14
L'Etat du Vatican	14
Le Saint Siècle sur la scène internationale	15
Deuxième partie : L'implication des religions dans le conflit	19
Chapitre 1 : La Serbie et l'Orthodoxie	19
L'Orthodoxie et la nation serbe	19
Le regain d'influence de l'Eglise orthodoxe serbe	20
L'Eglise orthodoxe serbe et Slobodan Milosevic	21
L'Eglise orthodoxe serbe et les Serbes de Bosnie	22
Une solidarité orthodoxe ?	24
Chapitre 2 : La présence du Catholicisme	27
Les attaques serbes orthodoxes	27
La position du Vatican	28
Chapitre 3 : L'Islam	30
La construction de l'identité bosniaque	30
La solidarité islamique Un djihad en Yougoslavie ?	34
Conclusion	37
Bibliographie	38
Table des matières	39